

DECLARATION DES ACTEURS DE LA SOCIETE CIVILE DU NORD KIVU A L'OCCASION DE LA COMMEMORATION DU 57eme ANNIVERSAIRE DE L'INDEPENDANCE DE LA RDC

A l'occasion de la commémoration du 57eme anniversaire de l'indépendance de la RDC, sous l'initiative du Centre de Recherche sur l'Environnement, la Démocratie et les Droits de l'Homme, CREDDHO en sigle, différents acteurs de la Société Civile du domaine de promotion et protection des Droits Humains œuvrant au Nord Kivu, se sont réunis dans les enceintes du bureau de la Coordination de la Société civile pour réfléchir ensemble autour de l'état d'avancement de la Démocratie en RDC et la situation dans les milieux carcéraux.

Eu égard aux différents échanges d'information faits, les constats et considérations suivants ont été dégagés par les participants aux assises :

I. Par rapport à l'état d'avancement de la Démocratie :

La Démocratie dans notre pays est en déroute. Elle n'est pas exercée selon l'esprit et la lettre de la constitution. Le contexte politique est globalement émaillé d'une crise patente qui suscite beaucoup d'inquiétudes et d'incertitudes. Il existe des signes éloquentes qui témoignent de l'absence d'une volonté manifeste d'organiser les élections par la CENI et son partenaire principal qui est le Gouvernement. Pourtant ardemment attendues par les Citoyens Congolais, les élections en RDC sont en voie d'être outrepassées par une « classe politique » qui affiche l'air d'avoir accepté de porter, malgré tout, la lourde responsabilité politique de détourner la destinée d'un pays à vocation démocratique quant à ce.

Il s'observe un recule démocratique à croissance progressive depuis les élections de 2011 ayant porté le Président Kabila au pouvoir jusqu'à nos jours et cela 8 ans après que les congolais aient remis le pays sur la rampe de la Démocratie grâce aux accords de Sun City signés en Avril 2003. Les faits ci-après expliquent ces affirmations :

- Le non respect par le Pouvoir en place des accords du 31 Décembre 2016 signés entre les acteurs politiques de la majorité et de l'opposition sous la médiation de la CENCO, conclu pour palier à l'absence de la légitimité et assurer l'absorption de la crise créée à la suite de la non organisation des élections dans le délai constitutionnel ;
- l'absence d'un calendrier à quelques mois des échéances électorales édictées par l'accord du 31 Décembre 2016 ;
- le ralentissement des opérations d'enrôlement des électeurs par la CENI surtout dans la Province du Kasai ;
- Le fait pour le Président de la République de refuser inopportunément, à l'occasion de son discours du 05 Avril 2017, en contradiction avec la Résolution 2348 sur la MONUSCO, l'ingérence étrangère dans le processus électoral, alors que la RDC aurait encore besoin de l'appui des partenaires, vu ses conditions économiques ainsi que son budget voté au parlement qui ne garantirait pas la capacité de notre Gouvernement de supporter toutes les charges afférentes au processus électoral dans son intégralité ;
- L'existence de quelques prisonniers politiques et d'opinion qui continuent à croupir au sein des différentes prisons de la RDC pour avoir exercé leur liberté soit de pensée, d'opinion ou d'expression ;
- l'idée du recours à un referendum lancée implicitement en date du 2 janvier 2017 et réitérée au 23 Juin 2017 lors de son arrivée à Goma, par le Ministre national de l'urbanisme KOKO NYANGE et deuxième secrétaire de la majorité Présidentielle suscite une angoisse et est considérée comme une annonce d'une nième manœuvre dilatoire pour empêcher l'organisation des élections crédibles, transparentes et apaisées. Cela renforce l'hypothèse de manque d'une volonté d'organiser les élections et de garantir l'alternance ;

II. Par rapport à la situation dans les milieux carcéraux en RDC :

Le milieu carcéral congolais n'a pas bien joué son rôle. Il a migré de son rôle d'un lieu de rééducation, de correction et de resocialisation pour devenir lieu de renforcement de la délinquance et dans certain cas celui de règlement de compte où l'avenir des plusieurs citoyens est détruit.

La situation dans les lieux de détention demeure critique et du reste, inadmissible en dépit des nombreux rapports y relatifs produits par des organisations humanitaires et des Droits humains. Les conditions carcérales restent à désirer vue la multiplicité des violations qui y sont quotidiennement observées, notamment : le monnayage excessif de cellules de résidence, la surpopulation carcérale, le rançonnement des visiteurs qui veulent avoir accès aux détenus, de cas de torture (coups, injures et menaces), les corvées du genre laver le pavé où il ya des matières fécales et canaliser les excréments à la main, l'absence de services de sécurité et de surveillance des prisonniers pendant la nuit, non accès aux habits, babouches, nourritures, douches sans avoir payé une somme d'argent fixée arbitrairement.

Spécialement dans la prison MUNZENZE de Goma où il existe un nombre considérable de détenus qui vivent depuis plusieurs jours dans un état de malnutrition sévère et dont environ cinquante pourcent d'entre eux sont détenus à titres préventives depuis des jours qui ont exagérément dépassés le délai légal.

Cela étant, les organisations signataires de la présente donnent leur contribution dont la teneur suit :

1°) Pour ce qui est de l'avancement de la Démocratie, elles :

1. informent à l'opinion que dans tout État qui se veut Démocratique, les élections est un Droit inaliénable. Ceci étant, la population n'a pas besoin d'une manœuvre de surplus avant l'organisation des élections en RDC qui sont, en principe, attendues à la fin de cette année ;
2. appellent à un engagement citoyen et institutionnel en RDC pour que les elections prévu en RDC se déroulent dans le strict respect des lois de la République ;
3. demandent au pouvoir en place, à la CENI et aux autres institutions démocratiques d'appui à la démocratie de garantir l'alternance, gage d'un enracinement de la culture démocratique dans la mentalité des populations congolaises ;
4. rejettent l'idée du referendum insinué par un des ténors de la majorité Présidentielle, Monsieur KOKO NYANGE. Elles soulignent que celui-ci est inopportun vu que les elections n'est pas impossible pour la RDC et que la situation politique actuelle laisserait croire que la majorité présidentielle cherche à s'éterniser au pouvoir à l'encontre du mandat lui concédé par le peuple.

1°) Pour ce qui est de milieux carcéraux, elles demandent :

1. la viabilisation par le Ministère de Justice des milieux carcéraux dont l'absence pourrait, dans une certaine mesure, contribuer à l'accentuation des violences telles que celles décriées ci-haut ;
2. la prise par le Gouvernement de mesures urgentes autorisant le déménagement des certaines prisons et milieux carcéraux se trouvant dans les zones opérationnelles, la mise en place d'un dispositif de sécurité exceptionnel dans les prisons regorgeant des détenus dangereux tels que les prisonniers de guerre, les personnes impliquées dans les dossiers criminels ;
3. l'accélération par les autorités judiciaires de la procédure en vue de la fixation de dossiers de personnes en détention préventive plus particulièrement celles qui croupissent injustement dans la prison MUNZENZE sans être jugées ou condamnées ;
4. la capitalisation de la main d'œuvre carcérale pour la création des travaux d'intérêts communautaires pouvant booster le développement des milieux carcéraux ;
5. la bonne canalisation des produits agricoles récoltées au niveau du domaine agricole lié à la prison de Nyongera en territoire de Rushuru, en vue de palier au déficit alimentaire au niveau de prisons du Nord Kivu et créer d'autres domaines ;
6. une célérité dans la révisitation de la loi pénitentiaire en vigueur par les institutions habilitées, au vu de l'inadaptabilité qu'elle affiche vis-à-vis de la réalité de l'heure.

En définitif, les organisations signataires de la présente pensent que la crise actuelle ne peut être jugulée si la population dans toute ses composantes sociales ne prennent pas conscience de leur obligation de faire échec à toute forme de violation de la constitution et refus d'organiser les élections. La Communauté Internationale doit accentuer sa pression sur les dirigeants actuels qui ont fait preuve d'un souci de suppression du système démocratique dans notre pays. Elles réitèrent que les milieux carcéraux congolais nécessitent un assainissement profond.

POUR LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DU NORD KIVU

Voir la liste des signataires en annexe

N°	Nom et Post-nom	Fonction&Organisation	Coordonnées (Mail et/ou Téléphone)
1.	NEGURA BARY Bonav	Coordination de la Société civile	barynegura@gmail.com 099176062 /0810187434
2.	ETIENNE KAMBALE	Coordination Société Civile du Nord Kivu	
3.	BUJIRIRI OSCAR	Coordination Société Civile du Nord Kivu	
4.	AXEL BYANIKIRO KISUBA	Conseiller à la CPS CIV/NK	appcaxel@gmail.com 0995393609/0810368082
5.	ADOPHINE KATUNGU BAYANZA	Chargé de Programmes	Ssfvs13@gmail.com 0818500033
6.	MWENEBATENDE DUFINA TABU	AS VOCO	0997740039
7.	FLORENCE SITWAMINYA	Coordonnateur du CREDDHO	creddhocoordin@gmail.com florencekavs075@gmail.com +243822078694, +243 997703162
8.	GASTON KAMATE KASONYA	Chargé de Programme au CREDDHO	Idem
9.	CELESTIN KAZI	Chargé de communication au CREDDHO	creddhocoordin@gmail.com creddhocommunication@gmail.com
10.	ANITA TAVUGHA	Chargé de plaidoyer au CREDDHO	Idem
11.	CORNEILLE SEMAKUBA	Chargé de projets au CREDDHO	Idem
12.	PLACIDE NZILAMBA	CIDDHOPE	0976310259
13.	Me ALEXIS MUHIMA	Directeur exécutif OSCMP	0813133781
14.	KITOKO PASCALINE	AEJFDC/FINANCIERE	aejfdcong@gmail.com -
15.	NORBERT MUGABE	Sec. Rapporteur General	fonahrdc@gmail.com
16.	DUFINA BILEMBO PAPITO	Chargé d'affaire culturel ASVOCO	0842162424 -
D'autres organisations de la Société civile adhérant pourront être ajoutées sur une liste complémentaire à joindre en annexe de la présente.			